

LE MOUVEMENT SOCIALISTE EN EUROPE APRÈS 1914 (1)

Il ne saurait être question, dans ce rapport, de la construction du système économique et social qui, en Union Soviétique, fut mis en chantier dans l'intervalle qui sépare les deux guerres mondiales.

Dans les quelques pages dont nous disposons, nous ne tenterons pas non plus d'examiner les modifications qui intervinrent dans la société capitaliste européenne à la suite de la première guerre mondiale.

Les travaux récents ont tendance à établir qu'en Angleterre, soit avant la grande crise, soit lorsque celle-ci fut surmontée, le pouvoir d'achat des travailleurs s'est considérablement accru, et ceci malgré les crises économiques dont, dès 1921, la Grande-Bretagne a particulièrement souffert, et malgré le chômage chronique qui menaçait ou affligeait une partie de son prolétariat.

Sur l'évolution du niveau de vie des ouvriers allemands, il est difficile d'exprimer un jugement d'ensemble précis, étant donné les graves chutes du revenu national provoquées par la défaite militaire de 1918, par l'occupation de la Ruhr en 1923 et par l'effondrement de la production et de l'emploi en 1930-32. Des statistiques élaborées par différents auteurs dont les conclusions diffèrent souvent, nous sommes portés à retenir qu'en 1919-20, les salaires des travailleurs allemands s'accrurent fortement par rapport au bas niveau où ils étaient tombés pendant la dernière année de guerre, sans pour autant retrouver leur niveau de 1913. Ils le retrouvèrent et le dépassèrent largement dans la période qui s'étend de 1924 à 1929.

En France, c'est en 1936 que l'on connaît les plus fortes augmentations des salaires et que les lois sociales gagnent un terrain considérable. Sur la réussite ou l'échec économique des grands mouvements ouvriers français de 1936 et de la politique du gouvernement de front populaire, la discussion est encore très vivace.

La généralisation des contrats de travail collectifs, la réduction de l'horaire de travail, l'extension des assurances sociales et l'introduction ou le perfectionnement d'autres mesures de législation sociale (que l'on pense seulement aux congés payés, à l'indemnité de licenciement,

(1) Cet article, publié avec la courtoise autorisation de son auteur, reproduit le texte d'une communication faite lors du XIII^e Congrès International des sciences historiques, à Moscou, en août 1970. Nos vifs remerciements à tous ceux qui, soucieux de l'information des professeurs du secondaire, nous ont accordé cette liberté. (N.D.L.R.)

aux allocations familiales), autant de facteurs qui, à nos yeux, montrent que, malgré les crises économiques de l'entre-deux-guerres, le niveau de vie des travailleurs s'est élevé, même si cette amélioration est encore très insuffisante par rapport au progrès technologique contemporain. Il faut pourtant rappeler que cette amélioration s'est vérifiée surtout en Europe occidentale. Pour l'Europe orientale, le problème demanderait, à certains égards du moins, une approche différente.

Quel a été le rôle réel des syndicats ouvriers, des partis socialistes et des partis communistes dans la conquête des salaires plus élevés et de mesures sociales avantageant les travailleurs ? C'est une question que les études existantes ne permettent pas de préciser dans les détails, même si l'on peut dire que dans l'ensemble ce rôle fut positif. Il ne faut bien entendu pas oublier que l'efficacité de l'action syndicale, quand elle n'est pas aidée par une haute conjoncture industrielle de durée assez longue, est sujette à de grosses fluctuations, qui trouvent leurs reflets dans les fluctuations du nombre d'adhérents aux syndicats eux-mêmes. A ce propos, nous souhaitons que pour chaque pays on puisse disposer d'analyses comme celles qui ont été faites pour la C.G.T. française. En France toutefois, la période de la plus grande croissance syndicale ne fut pas celle de l'après-guerre, pendant laquelle les syndicats adhérents à la C.G.T., après avoir atteint des effectifs évalués, en chiffres ronds, à 2.400.000 en janvier 1920, n'en eurent plus que 1.053.000 au mois de septembre de la même année, tandis qu'ils en avaient déjà compté selon certaines données 687.000 en 1911 (mais selon d'autres données de 300.000 à 400.000 seulement en 1913). En 1937, la C.G.T. réunifiée aura environ 5 millions d'adhérents ou 4 millions seulement selon d'autres données. En Italie, la Confédération générale du travail (C.G.L.), qui n'arrivait pas à 400.000 adhérents avant la guerre en eut plus de 2.200.000 en 1920 et, à ce chiffre, il faut ajouter quelques centaines de milliers d'adhérents de l'U.S.I. anarcho-sindicaliste. (Nous tenons compte ici seulement des syndicats ayant une certaine tendance socialiste ; mais en Italie comme en plusieurs autres pays, les syndicats des travailleurs catholiques avaient déjà une importance qui était loin d'être négligeable). Dans les années de reprise économique, nous voyons que les croissances syndicales les plus fortes ont lieu en Angleterre et en Allemagne. Les trade-unions avaient avant la guerre déjà environ 4 millions d'inscrits ; ils en eurent 8,3 millions (dont 6,5 millions associés au T.U.C.) en 1920. Les syndicats affiliés à l'A.D.G.B. (la centrale syndicale allemande) comptèrent 7,9 millions d'inscrits en 1920 ; ils n'en avaient eu qu'un peu plus de 2,5 millions en 1913. La Fédération Syndicale Internationale (F.S.I.) représentait 7,4 millions de travailleurs en 1912 et environ 24 millions en 1922. Dans les années suivantes, ces effectifs diminuèrent beaucoup, en tombant à environ 4 millions (et même au-dessous dans les moments de crise économique plus aiguë), aussi bien en Allemagne qu'en Angleterre.

Les partis socialistes ou sociaux-démocrates — ces dénominations étant encore des synonymes — devinrent des partis de masses. Dans

certaines pays, les partis communistes eurent aussi des masses avec eux ; ainsi, en Pologne en 1919, en Bulgarie jusqu'en 1923, en Allemagne, en Tchécoslovaquie, en France, et enfin, pendant la guerre civile, en Espagne. Jusqu'en 1914, les seuls véritables partis de masses n'étaient que le parti social-démocrate allemand (S.P.D.) avec 1.085 millions d'inscrits, et le Labour Party anglais, qui, grâce à l'affiliation d'un bon nombre de trade-unions, en avait plus de 1,6 million.

Dès avant 1914, les partis socialistes d'Autriche (le parti autrichien comme le parti tchèque), de Belgique, de Suède et peut-être quelques autres, évoluaient dans le même sens. Ceux de France et d'Italie avaient un électorat très important, mais manquaient d'une organisation de masses correspondante.

Le S.P.D. resta un parti de masses, pendant et après la révolution allemande, et cela malgré la scission qui l'affaiblissait. Il comptait 1.180 millions d'inscrits au début de 1920. Mais la même année, l'U.S.P.D., adoptant une position de gauche bien plus fortement marquée, atteignit un nombre de 890.000 inscrits. Le parti social-démocrate autrichien et le parti ouvrier belge devinrent, par rapport à la population de leurs pays, des partis de grandes masses, avec environ 600.000 adhérents chacun. Quant au Labour Party, il adopta en 1918 une position nettement socialiste. En 1920, ses inscrits avaient augmenté jusqu'à 4,3 millions, toujours par adhésion des trade-unions. En général, presque tous les partis socialistes de l'Europe occidentale et centrale et plusieurs de l'Europe orientale étaient en train de s'accroître fortement en 1920, quand les communistes s'en séparèrent. Les effets des scissions furent tout de suite graves en Allemagne, en France, en Italie, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie. Ailleurs, ils se firent sentir quelque temps après. Avant 1914, l'Internationale Socialiste comptait 3.370 millions d'adhérents et presque 12 millions d'électeurs. En 1921, la Deuxième Internationale, regroupant les partis socialistes d'orientation réformiste, avait 7.660 millions d'adhérents et 20.240 millions d'électeurs. L'Internationale dite II 1/2, que les partis socialistes orientés davantage à gauche venaient de constituer, avait dans la même année, 1.450 millions d'adhérents et croyait pouvoir compter sur 5.760 millions d'électeurs. Les deux Internationales Socialistes vont se fondre en 1923, en formant l'I.O.S. A ce moment, à la suite des scissions et de la crise économique, ils n'auront plus ensemble que 6,3 millions d'adhérents, la diminution provenant surtout des événements allemands, mais ils compteront encore sur 25,6 millions d'électeurs. Fin 1930, ils garderont 6,2 millions d'adhérents et 26,4 millions d'électeurs.

Nous avons déjà donné une explication à l'expansion des partis socialistes européens après la guerre. Il y en a d'autres. Nous ne sous-estimerons pas l'importance des Conférences que les internationalistes qui s'opposaient radicalement à la guerre, et à l'union sacrée, tinrent à Zimmerwald (septembre 1915) et à Kienthal (avril 1916). Il est exact

qu'à part les délégués du parti socialiste italien, des partis socialistes russes (ou de territoires — comme la Pologne — liés à la Russie), des partis socialistes roumain et bulgare, du parti ouvrier norvégien et (à Kienthal) des partis socialistes suisse et serbe, à ces Conférences ne participèrent que des représentants de minorités. Mais en 1917, dans nombre de pays, les grèves, les mutineries, donnèrent une chance aux minorités révolutionnaires. Ce fut surtout la révolution russe qui changea l'atmosphère, en Europe et dans le monde entier. Quand, en janvier 1917, le S.P.D. expulsa ceux qui, dans ses organisations de base, se prononçaient pour les députés socialistes ayant refusé, contre la volonté de la majorité du groupe parlementaire, le vote des crédits militaires, sa direction croyait avoir étouffé une menace à l'unité du parti. Il obtint le résultat opposé. Quand l'U.S.P.D. fut formé (avril 1917) par les expulsés, un mouvement de grèves se dessinait à Berlin, dans la Saxe et ailleurs. Dans la grève générale de fin janvier - début février 1918, l'U.S.P.D. eut, grâce à ses militants ouvriers, qui indépendamment de sa direction politique parlementaire, avaient organisé des noyaux révolutionnaires dans les usines, une certaine influence. Les Soviets étaient déjà au pouvoir en Russie. Nous avons cité le cas de l'Allemagne, mais la radicalisation des masses fut encore plus forte, dès 1917-18, en Finlande, en Autriche-Hongrie et en Italie et elle n'épargna pas l'Angleterre et la France.

Les mêmes dirigeants des partis socialistes qui en 1914 avaient adhéré, par patriotisme, à la guerre, tinrent compte du profond changement de situation. Le changement était dû en premier lieu à la révolution russe, mais aussi à l'entrée des Etats-Unis. L'intervention américaine donna au président Wilson la possibilité d'attirer sur soi l'attention de tous les peuples belligérants. Il promettait une paix équitable, la fin du militarisme et de la diplomatie secrète, le triomphe de la démocratie sur échelle internationale et à l'intérieur de chaque pays, ensuite aussi l'autodétermination des peuples et leur collaboration pacifique durable dans une Société des Nations.

La revision de l'attitude des partis socialistes commença lors de la tentative de convoquer à Stockholm, dans l'été de 1917, une conférence de tous les partis de l'ancienne Internationale, tombée en léthargie au début du conflit. L'initiative en avait été prise par les partis sociaux-démocrates scandinaves et hollandais (agissant d'accord avec le secrétaire de l'Internationale, Huysmans) et par le Soviet de Pétrograd (ayant encore une majorité social-révolutionnaire et menchévique). En fait, parmi les gouvernements belligérants, seuls ceux des Empires centraux (qui comptaient sur la loyauté du S.P.D.) donnèrent les passeports aux délégués des partis socialistes, mais la convocation de Stockholm et les appels du Soviet (et, naturellement, l'ensemble des événements révolutionnaires de Russie) remuèrent également les partis socialistes de tous les pays en guerre. Le S.P.D. lui-même passa de la politique du 4 août 1914 à la propagande en faveur d'une paix sans annexions, d'une paix que les nationalistes allemands dénoncèrent comme paix de renon-

ciation. Ayant pris position pour la Conférence de Stockholm, le chef du Labour Party, Henderson, sortit du gouvernement de coalition et se rapprocha des positions pacifistes constamment défendues par l'I.L.P., le groupe politique socialiste et internationaliste le plus consistant du travaillisme anglais. Dans le parti socialiste français, le débat fut long et âpre. Le parti sortit du gouvernement en septembre 1917. Dans l'été de 1918, sa majorité passa aux internationalistes. En Autriche et en Hongrie, les courants de gauche commencèrent à influencer les partis sociaux-démocrates respectifs. Dans le mémorandum que vota à Londres, en février 1918, la Conférence des organisations ouvrières et des partis socialistes des pays de l'Entente, et dans les réponses que ce mémorandum reçut des partis sociaux-démocrates des Empires centraux, nous voyons s'amorcer une nouvelle politique internationale, influencée par les messages du président Wilson, qui se manifestera dans l'opposition de presque tous ces partis aux clauses du traité de Versailles divergeant des promesses wilsoniennes et dans la reconstitution de l'Internationale elle-même.

Les aspirations d'une partie du prolétariat sont toutefois révolutionnaires. Depuis la constitution et l'affirmation du gouvernement soviétique en Russie, le socialisme ne paraît plus un rêve beau et lointain. Son introduction paraît à l'ordre du jour, notamment en Allemagne, où la défaite militaire s'est doublée d'une révolution démocratique soutenue presque entièrement par la classe ouvrière, qui est d'ailleurs la classe la plus nombreuse de ce pays industrialisé. Les chefs réformistes du S.P.D. ont nié que la révolution allemande de 1918, qu'en réalité ils n'avaient pas désirée, mais qui leur donna tout de même le pouvoir, signifiait que l'Allemagne fût mûre pour la socialisation de son économie. La situation de l'hiver 1918-19, qui voyait l'Allemagne sans réserves de vivres et de matières premières, à la merci des puissances victorieuses de l'Entente, hostiles à toute extension du régime de la dictature du prolétariat, contre lequel ils étaient en train d'intervenir en Russie donnait évidemment des arguments aux dirigeants du S.P.D. Ils pouvaient même se réclamer de cette observation de Marx qu'un système économique ne meurt pas tant qu'il est capable de développer les forces de production qui se forment dans son sein. Toujours est-il qu'une grosse partie du prolétariat allemand a créé, spontanément, et a tenu en vie tant qu'il a pu les organes de son pouvoir, les Conseils d'ouvriers.

Pourquoi la révolution allemande échoua-t-elle ?

D'abord parce que la majorité de la population allemande ne désirait pas un bouleversement total du système économique et social existant. Ensuite, à cause de la division des partis ouvriers.

Surtout la position de l'U.S.P.D. était contradictoire : sous la pression de son aile gauche, ce parti se prononça en effet pour la dictature du prolétariat, alors qu'il n'était pas du tout préparé à la guerre civile que ce régime impliquait nécessairement dans les conditions de l'épo-

que. Lénine l'avait prévu, à sa façon, dès Zimmerwald et Kienthal, en demandant la création d'une nouvelle Internationale révolutionnaire.

En fait, en dehors du parti bolchevik, du parti communiste ouvrier de Pologne et des communistes des autres territoires ayant appartenu à la Russie, seuls participaient à la fondation de l'Internationale communiste (mars 1919) des partis à peine nés ou des petits groupes minoritaires ; il paraissait cependant logique de penser, devant la vague révolutionnaire qui montait de partout, que la majorité du prolétariat de nombreux pays se serait ralliée à la nouvelle Internationale. Le mois précédent, à Berne, la tentative de reconstituer l'ancienne Internationale socialiste ne fut pas un succès. Déjà la réconciliation entre les « sociaux-patriotes » français et belges d'un côté, allemands de l'autre, s'avéra difficile. Mais, surtout, la critique du principe de la dictature du prolétariat (qui signifiait implicitement la condamnation de l'U.R.S.S.) faite à Berne par les représentants des courants réformistes, était repoussée par la majorité des partis socialistes français et autrichiens et par d'autres partis présents, sans parler du parti socialiste suisse qui songeait à adhérer à la III^e Internationale (ce qu'à la fin, il ne fit pas). Au lieu de reconstituer une Internationale socialiste unitaire, on s'achemina vers la création de deux Internationales, celle des réformistes et celle des « centristes ». En revanche, le parti socialiste italien, l'U.S.P.D., le parti ouvrier norvégien, le parti socialiste bulgare, le parti socialiste ouvrier yougoslave se prononcèrent, dès 1919, pour l'Internationale communiste. D'autres, tel le parti socialiste français, en firent autant l'année suivante.

L'un des premiers partis communistes qui eut la possibilité de se mettre à la tête de grandes masses et de les conduire à la lutte armée fut le parti communiste hongrois. En mars 1919, poussé par l'élan révolutionnaire des ouvriers industriels et agricoles de la Hongrie et par la situation internationale catastrophique de ce pays qui devait perdre les deux tiers de son territoire d'avant-guerre, le parti social-démocrate hongrois fut amené à se fondre avec le jeune parti communiste, sur la base de la proclamation de la dictature du prolétariat et de la formation de la République des Conseils. L'armée rouge hongroise se battit vaillamment pendant plus de quatre mois contre l'intervention étrangère et la contre-révolution intérieure. La tragique défaite de la République hongroise des Conseils aggrava toutefois, à l'échelle internationale, la scission entre communistes et socialistes. Le gouvernement prolétarien hongrois avait commis maintes erreurs, surtout dans la question agraire (à vrai dire très complexe), mais avant sa défaite militaire déjà, on voyait que dans le même parti, la coexistence des communistes et des sociaux-démocrates était impossible. De même que, de leur côté, les dirigeants sociaux-démocrates, Lénine et les autres chefs de la Troisième Internationale en vinrent à conclure qu'une coexistence de ce genre constituait une faute fatale. Pourtant, sans l'accord même éphémère du parti social-démocrate et du parti communiste, la République des Conseils n'aurait jamais pu se former en Hongrie.

En Italie, la crise révolutionnaire d'après-guerre qui secouait le pays paraissait également justifier une scission. Dans les villes et dans les campagnes de toute l'Italie se déclenchèrent de violentes luttes de classes. Les grèves générales se succédèrent ; il y eut des émeutes populaires et une sédition militaire nationaliste. Aux élections générales de novembre 1919, le parti socialiste italien remporta les 32,3 % des voix, en devenant le parti le plus fort d'un parlement profondément divisé. Il pouvait choisir entre la participation au gouvernement libéral démocratique (qui ne demandait qu'à être secouru par lui) et l'action révolutionnaire violente. En paroles, il menaçait de cette dernière mais, en fait, il fut incapable de choisir. La majorité maximaliste, soi-disant communiste, du parti socialiste et la majorité réformiste de son groupe parlementaire et de la centrale syndicale, la C.G.L., se paralysèrent réciproquement. Avant même que cette paralysie se révélât lorsque les ouvriers occupèrent de force les usines métallurgiques et mécaniques de l'Italie du Nord (septembre 1920), les dirigeants de l'Internationale communiste, conseillés par le futur premier secrétaire général du parti communiste italien, Bordiga (qui, de son côté, avait réclamé la scission dès 1918), demandèrent à la délégation socialiste italienne au II^e congrès de l'Internationale (juillet 1920), et notamment à son chef Serrati, d'exclure les réformistes du parti. Les vingt et une conditions pour l'admission à la III^e Internationale furent rédigées à ce congrès dans une forme définitive très rigide, justement pour régler la situation du parti socialiste italien. Serrati savait cependant que les masses ouvrières italiennes désiraient l'unité et refusa la scission. Celle-ci fut effectuée par les fidèles de l'Internationale communiste au congrès de Livourne, en janvier 1921, dans les pires conditions, au moment où débutait, dans le sang, l'offensive fasciste armée contre tout le mouvement ouvrier, dont les capacités de résistance venaient d'être affaiblies par la scission.

A Serrati qui exprimait ses craintes à propos de la séparation du mouvement ouvrier d'avec le courant réformiste, Lénine disait en juillet 1920 déjà que cette séparation était nécessaire, mais qu'il fallait ensuite proposer une alliance contre l'ennemi de classe. Avant même que l'Internationale communiste ne décidât de proposer un front uni aux autres Internationales (ce qu'elle fit fin 1921), l'Internationale II 1/2 se prononça, lors de son Congrès constitutif (à Vienne, février 1921), pour l'« établissement d'un front révolutionnaire prolétarien unique face au capitalisme et à l'impérialisme ». Après des tentatives qui, en 1922-23, paraissaient assez prometteuses, surtout en Allemagne, le mouvement pour le front politique uni échoua. Les divergences étaient trop profondes entre les sociaux-démocrates (qui dénonçaient la mise hors la loi de leurs partis frères en U.R.S.S.) et les communistes, qui accusaient les premiers d'être asservis au capitalisme. Sur le plan syndical, le front uni eut un commencement de réalisation avec le comité anglo-russe de 1925 et, l'année suivante, avec le soutien que les syndicats ouvriers soviétiques apportèrent à la grande grève des mineurs anglais.

La question qui, dans les partis socialistes, se posait comme la plus actuelle de toutes et y provoquait les débats les plus vifs, était celle de la participation aux gouvernements en coalition avec des partis bourgeois démocratiques, mais non socialistes, ou avec le soutien de ceux-ci. Autre question importante, celle du soutien à donner aux gouvernements de ces partis, pour éviter la formation de gouvernements réactionnaires. Depuis la guerre, cela n'était plus considéré comme une question de principe (sinon par les fractions socialistes de gauche intransigeantes), mais comme un problème de tactique dont il fallait juger d'après les résultats pratiques qu'entraînerait une décision prise dans un sens ou dans l'autre. Bien entendu, il n'y avait pas unanimité dans la prévision et l'interprétation de ces résultats. Dans la plupart des partis socialistes, la tendance à faire ou à répéter l'expérience gouvernementale était prédominante ; et non seulement là où, comme en Grande-Bretagne, le système électoral rendait possibles des gouvernements homogènes, même si ces derniers étaient minoritaires. En Allemagne, en Tchécoslovaquie, en Belgique, au Danemark, en Suède, en Finlande, on revit des socialistes dans les gouvernements ou même à la tête des gouvernements. En France, par contre, lors des victoires du cartel des gauches (socialistes et radicaux) aux élections de 1924 et 1932, le parti socialiste suivit un autre chemin. Son chef, Léon Blum, ne voulait pas en effet de participation à un gouvernement qui n'aurait même pas essayé d'introduire une politique de grandes réformes sociales et d'augmentation du pouvoir d'achat populaire. Les socialistes français donnaient toutefois, sous certaines conditions, un soutien parlementaire aux gouvernements radicaux, tout en critiquant vivement, en 1932-33, la politique de déflation de ceux-ci. C'est en Autriche que l'opposition du

parti socialiste était la plus constante et la plus rigide.

On ne saurait faire tort à aucun parti en précisant toutefois qu'en dehors de la Russie, c'est la Grande-Bretagne qui marqua l'évolution la plus importante pour les destinées du mouvement socialiste européen. Dès la formation de son premier gouvernement, en 1924, le Labour Party prit la fonction de guide que la social-démocratie allemande avait remplie avant 1914. Rappelons les propos de politique extérieure de ce gouvernement, propos qui soulevèrent tant d'espoirs : reconnaissance de l'U.R.S.S. ; réconciliation des peuples divisés par la guerre et ses suites ; organisation de la paix dans la sécurité collective, confiée à une Société des Nations ayant les moyens de la garantir ; désarmement général.

Dans son programme de 1918, le Labour Party se prononçait irrévocablement pour la propriété collective des moyens de production, mais il concevait le processus qui devait y conduire comme un processus nécessairement graduel, dont la réalisation devait être confiée à l'Etat parlementaire actuellement existant, sans attendre que surgisse l'Etat ouvrier futur. (En fait, le programme travailliste de 1918 réclamait également le contrôle démocratique des ouvriers sur les industries, mais il ne

donnait pas à cette revendication la signification décisive qu'elle avait dans le mouvement révolutionnaire du *Guild Socialism*). Dans cette conception, on envisageait deux moyens fondamentaux de parvenir au but. Premièrement, nationalisation de certaines branches de l'économie (notamment les moyens de transports, de la production d'énergie électrique), par vote du parlement et avec indemnisation équitable des anciens propriétaires. Deuxièmement, il s'agissait d'introduire dans les cadres de la société existante déjà, la garantie étatique du plein emploi (avec la mobilisation des ressources financières que cela aurait exigé, par les moyens d'une fiscalité progressive) ; de garantir également un niveau de vie décent et l'assistance sociale à toute la population. Le mouvement ouvrier anglais, qui, trente ans auparavant, avait considéré avec méfiance toute intervention de l'Etat, donc même la législation sociale réclamée par la social-démocratie allemande, se muait en constructeur de ce qu'on aurait appelé ensuite le *Welfare-State*.

La crise révéla que les partis socialistes, à commencer par ceux qui, comme le Labour dès 1929 et le S.P.D. dès 1928, avaient la responsabilité de diriger un gouvernement, ne s'étaient pas encore donné une politique économique et financière capable de lutter efficacement contre la diffusion du chômage. Outre que le manque de majorités socialistes absolues dans les parlements respectifs aurait empêché de les approuver, les nationalisations (avec indemnisation) ne pouvaient pas constituer le remède, car elles auraient exigé pour l'Etat des moyens financiers supplémentaires. Si l'Etat avait su les trouver (les impôts rendant naturellement beaucoup moins lorsque l'activité économique est paralysée), il aurait dû les employer pour maintenir le niveau de l'assurance contre le chômage ou directement dans des grands travaux publics pour lesquels les ressources venaient à manquer au moment même où ils auraient été le plus nécessaires. Malgré la présence dans ses rangs d'intellectuels du haut niveau et du rayonnement des Webb, de Tawney, de Laski, le Labour Party n'avait pas encore conçu une nouvelle politique financière d'expansion. Quelques-uns de ses membres la préconisaient, ainsi G.D.H. Cole, E. Bevin, Mosley, Strachey, A. Bevan, le professeur Tawney lui-même ; mais le chef du gouvernement travailliste, Mac Donal, et Snowden qui avait la responsabilité de sa politique financière, s'en tinrent aux méthodes orthodoxes. En Allemagne, les conseillers économiques de la centrale des syndicats ouvriers réclamèrent l'introduction d'une politique financière nouvelle qui renoncerait à balancer le budget et demandèrent qu'on décide de créer, par les dépenses de l'Etat, une capacité d'achat additionnelle, pour ranimer la demande effective globale ; mais les chefs du S.P.D. n'osèrent pas adopter une telle politique, craignant l'inflation qui pouvait en résulter. En 1930-1931, l'I.O.S. et la F.S.I. s'occupèrent à plusieurs reprises du problème du chômage, en critiquant les mesures de déflation imposées par les gouvernements bourgeois et les instituts d'émission et en demandant des mesures qui, comme l'introduction de la semaine de travail de quarante heures, avec maintien des salaires hebdomadaires des travail-

leurs, auraient pu absorber une partie des chômeurs et ranimer la demande. Mais dans les résolutions qui sortirent de ces réunions internationales, on ne trouve pas non plus (sauf par implication, que l'auteur lui-même n'avait pas entièrement approfondie, dans l'idée avancée par Otto Bauer de crédits internationaux à accorder à l'Allemagne) les lignes maîtresses d'une politique financière d'expansion moderne.

D'autre part, contrairement aux prévisions de l'extrême gauche du mouvement socialiste, la crise économique, loin d'accroître la volonté de lutte, la combativité de la classe ouvrière, l'affaiblissait par le cauchemar du chômage.

Le gouvernement allemand social-démocrate s'écroula ainsi en 1930 et le gouvernement travailliste en 1931. Le Labour Party qui, à cette occasion, se sépara de Mac Donald et de Snowden et essuya une rude défaite électorale, réussit non seulement à se sauver grâce à la solidité du régime parlementaire anglais, mais également à reprendre son chemin vers le pouvoir. Après des débats prolongés, le Labour Party adopta un programme spécialement conçu pour réaliser le plein emploi. Ce programme exigeait la planification de l'économie, plusieurs nationalisations — dont celle de la Banque d'Angleterre — le recours à la fiscalité progressive en même temps qu'à l'usage expansif des instruments financiers, dans le but de contrôler les investissements dans leur ensemble et d'effectuer de grands investissements publics. En Suède, un programme semblable était déjà en train d'être réalisé avec un succès durable par le parti social-démocrate, revenu avec des forces accrues en 1932, à la tête du gouvernement. Ce programme était cependant plus souple, ne comportait pas de grosses nationalisations et se trouvait basé davantage sur l'expansion étatique du crédit (notons que la balance suédoise des paiements était active, ce qui rendait le déficit du budget de l'Etat plus facile à supporter). Le parti ouvrier norvégien prit également la direction du gouvernement avec un plan pour le plein emploi. En Belgique, le plan économique approuvé par le parti ouvrier renfermait quelques considérations nouvelles sur l'économie à deux secteurs ; il prévoyait entre autres de garantir la survie illimitée du secteur privé des petites et moyennes entreprises — et de défendre ce secteur contre les monopoles. Mais là aussi, ce qui comptait dans l'immédiat était le contrôle du crédit dans le but de parvenir au plein emploi. Avec ce programme, le parti ouvrier belge fut de nouveau représenté au gouvernement en 1935.

Au Labour Party, la politique extérieure suivit une courbe assez proche de celle de la politique financière. On sait que les mots d'ordre que les partis socialistes se proposaient de faire respecter étaient pacifisme et lutte contre les armements. Cette politique perdit tout réalisme face aux dictatures militaristes agressives. En 1932 déjà, après le début des agressions japonaises, le Labour demanda que la Société des Nations prenne des sanctions. Mais en 1935, l'invasion fasciste de l'Abysinie prouva clairement que des sanctions prises sur le seul plan écono-

mique restaient inefficaces ; en revanche, des sanctions d'ordre militaire signifiaient qu'on devait courir le risque d'une guerre mondiale, ce qui, naturellement, supposait le réarmement des Etats qui auraient eu la tâche d'appliquer ces sanctions. Ce ne fut qu'à la fin de 1935 que Bevin et Dalton réussirent à mettre en minorité le vieux pacifisme, représenté par Lansbury et le I.L.P. L'évolution du Labour Party fut ultérieurement accélérée par la guerre d'Espagne. Quand elle éclata, le Labour fut favorable à la politique de non-intervention adoptée par le gouvernement de Léon Blum sous la pression des conservateurs anglais et français. Quelques mois après, devant la massive intervention des gouvernements d'Hitler et de Mussolini, et la résistance acharnée du peuple espagnol, le Labour Party rectifia sa position et demanda des armes pour l'Espagne républicaine. En 1938, il critiqua la capitulation de Munich et fit campagne pour l'alliance avec l'U.R.S.S. comme moyen de sécurité collective internationale. L'attitude des députés travaillistes fut déterminante pour obliger le gouvernement anglais à déclarer la guerre à l'Allemagne nazie début septembre 1939.

Nous devons revenir en arrière, jusqu'aux premières répercussions de la mise hors la loi des partis et syndicats ouvriers allemands. En février 1934, les socialistes autrichiens prirent les armes contre le gouvernement qui avait décidé de supprimer leur parti. Des occasions bien meilleures de se battre avaient été écartées en 1927 et en 1933 (pour ne pas parler du printemps 1919), par la direction du parti socialiste autrichien, qui ne voulait pas avoir la responsabilité d'une guerre civile. Et à vrai dire, cette lutte était désespérée, mais d'autant plus honorable.

Le mouvement ouvrier s'ébranla d'abord en France et en Espagne. Le soir même où les extrémistes français de droite tentèrent de prendre d'assaut le Parlement (6 février 1934), les fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise du parti socialiste proposèrent au parti communiste une action commune. En fait, la grève générale du 12 février 1934, qui déploya les forces antifascistes du prolétariat français, fut déjà une manifestation unitaire ; l'initiative en revenait encore au parti socialiste et à la C.G.T. Ce furent ensuite les communistes français qui prirent l'initiative pour établir un pacte d'unité d'action entre les partis ouvriers, reconstituer l'unité syndicale et former le front populaire, qui comprenait aussi le parti radical. L'Internationale communiste y était pour quelque chose et son nouveau secrétaire général, Dimitrov, le héros du procès organisé par les hitlériens contre le communisme, devint le symbole du grand tournant que prit cette organisation avec les partis adhérents.

Une nouvelle période s'ouvre pour le mouvement ouvrier international avec le front populaire, ses victoires électorales, son arrivée au gouvernement, en Espagne d'abord (février 1936), où la révolution durait depuis cinq ans, puis en France (juin 1936), au milieu des grandes grèves et des occupations d'usines. Mais le front populaire finit par céder. En France, il fut vaincu politiquement en 1937-38 (en fait, il prépara sa

défaite à Paris en craignant d'intervenir, en juillet 1936, dans la guerre espagnole) ; en Espagne, il fut écrasé militairement, après trois ans de grands combats. Il réussit pourtant à mobiliser, et non seulement en France et en Espagne, des masses de travailleurs plus importantes que celles qu'on avait vues se battre après la période révolutionnaire de 1917-1920. En cela, il fut aidé par la fin de la dépression économique internationale. Les critiques sociaux-démocrates du front populaire ont souligné que celui-ci avantagea les partis communistes aux dépens des partis socialistes. Cela est exact, mais les causes en étaient le dynamisme plus grand et les capacités d'organisation plus tenaces que les partis communistes avaient acquis dès avant le front populaire, grâce aussi à l'aide que leur donnaient la puissance, le prestige grandissants de l'U.R.S.S. Les critiques d'extrême-gauche du front populaire ont par contre reproché aux dirigeants des partis communistes d'avoir affaibli le caractère de classe du mouvement ouvrier, en s'alliant avec la démocratie bourgeoise, parallèlement au pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle, et d'avoir renoncé à se battre pour la révolution prolétarienne. En réalité, si elle avait été à l'ordre du jour en France, cette révolution se serait également manifestée par des émeutes, quelle que fût la politique du parti communiste, de même qu'elle s'était manifestée à plusieurs reprises en Allemagne, de 1918 à 1920, malgré la politique réformiste du S.P.D. En Espagne, où les anarchistes et les syndicalistes, mais aussi la gauche socialiste se battaient pour elle, la révolution prolétarienne prit une envergure grandiose. Mais les milices populaires ne pouvaient tenir campagne contre une armée de métier sans se transformer, comme le parti communiste le fit ressortir en premier, en une armée régulière qui, dans les circonstances internationales de 1936-1939, ne pouvait pas se présenter comme « armée rouge ».

Pendant et après la période du front populaire, le mouvement ouvrier, socialiste ou communiste, prit des caractères et adopta des points de vue différents de ceux du passé ; il devint par exemple moins internationaliste et moins égalitaire. Nous ne sous-estimerons pas le rôle que joua à ce propos l'évolution de l'U.R.S.S., d'un côté, et celle des pays capitalistes, de l'autre. Mais nous remarquerons, avec un auteur qui est pourtant parmi ceux qui déplorent ce changement, que dans les nations industrielles les plus développées, la proportion des ouvriers d'usine a diminué par rapport à l'ensemble de la population. La classe ouvrière elle-même est devenue moins homogène, les différenciations s'y sont accrues. Cette évolution découle de l'augmentation des services et des bureaux, et des progrès de la technologie ; et même si dans quelques pays elle a été compensée par la diminution de la population agricole, elle aurait eu de toutes façons des répercussions sur le mouvement ouvrier. A ces facteurs de changement, il faut ajouter la fin de la suprématie européenne. Les prévisions de Lénine sur l'éclosion d'immenses révolutions populaires dans les continents soumis par l'Europe à la domination coloniale ou semi-coloniale, se sont avérées justes. A ce processus a certainement contribué l'action des partis communistes,

mais aussi celle du gouvernement travailliste, qui reconnut l'indépendance de l'Inde. Bien sûr, le facteur fondamental a été le réveil de l'Asie dès le début du vingtième siècle, réveil que les révolutions russes ont accentué.

Quelles conclusions pouvons-nous en tirer ? D'abord, une considération générale. Le mouvement ouvrier socialiste est devenu un mouvement de grandes masses. Son évolution a été conditionnée par une dynamique économique et sociale objective, si l'on peut ainsi dire. Cependant, l'énergie de ses militants, l'organisation que ces derniers ont su créer, leur volonté de lutte, et également les personnalités des chefs qu'ils se sont donnés autant d'éléments qui ont joué un rôle décisif, dans un sens positif ou négatif. Après les armistices de 1918, la révolution prolétarienne parut probable dans une partie de l'Europe centrale et occidentale. En réalité, ses chances de vaincre étaient partout bien moindres que celles qui, pour des raisons historiques profondes et grâce à la situation du moment, avaient joué favorablement dans la Russie de 1917. Nulle part ailleurs non plus, elle n'eut un chef nommé Lénine.

En fait, l'unité du mouvement socialiste, cette unité, déjà brisée par la guerre de 1914, ne put être reconstituée, dans aucun pays, entre les deux guerres, qu'à travers la lutte pour la défense ou la reconquête de la démocratie politique.

Nous constatons, d'autre part, que la transformation des partis socialistes en partis de grandes masses, les approchant du pouvoir, les a rendus, au fur et à mesure, nécessairement plus attentifs à la politique économique et financière des Etats. Ce fut un aspect du passage des mythes à la prose ; mais par là, nous ne voulons point affirmer (tout au contraire) que les mythes engendrés par le mouvement socialiste n'ont pas fait progresser l'histoire.

Léo VALIANI.